

# L'Europe garde les faveurs de l'opinion face à la guerre en Ukraine



Photo de Anastasiya Krivota sur Unsplash

DÉMOCRATIE & CITOYENNETÉ

DÉCRYPTAGE  
MARS 2023

#ukraine  
#crise  
#opinion

Un large soutien à l'action de l'Union européenne, déjà notable il y a un an<sup>1</sup>, est-il en train de s'établir dans les opinions publiques ? Plusieurs enquêtes récentes permettent de faire le point à cet égard alors que le conflit en Ukraine entre dans sa deuxième année : L'Eurobaromètre Standard de la Commission<sup>2</sup> réalisé sur le terrain en janvier-février 2023, dont de premiers résultats viennent d'être publiés et peuvent se comparer avec de précédentes enquêtes de cette envergure<sup>3</sup> ; le « Parlemètre », Eurobaromètre du Parlement de l'automne 2022<sup>4</sup>, offrant certains points de comparaison avec celui du printemps ; en outre une enquête de

la Fondation Bertelsmann rendue publique en février dernier, qui apporte quelques éléments complémentaires<sup>5</sup>.

## I • Comment les Européens comprennent cette guerre

### I LA PERCEPTION TOUJOURS TRÈS CLAIRE D'UNE MENACE RUSSE POUR L'EUROPE

Dans le dernier Eurobaromètre de la Commission, les citoyens interrogés à travers toute l'UE étaient appelés à dire dans quelle mesure ils étaient en accord, ou non, avec

**Daniel Debomy**  
Conseiller à l'Institut Jacques Delors, Directeur d'OPTM

- 1 Daniel Debomy, avec Boriana Dimitrova « [Guerre en Ukraine. Large soutien citoyen à l'action de l'Union européenne](#) » Décryptage, Institut Jacques Delors, juillet 2022
- 2 Eurobaromètre Spécial EB SP 526 de la Commission et Eurobaromètre 97.3 du Parlement
- 3 Eurobaromètre Standard EB 98 et EB 97 de la Commission. Terrains respectivement en janvier-février 2023 et en juin-juillet 2022
- 4 Eurobaromètre 98.1 du Parlement. Terrain en octobre-novembre 2022. (Enquêtes de l'Institut Kantar, menées par interviews face à face sauf cas particuliers)
- 5 Enquête de décembre 2022. Collecte d'informations par Dalia Research auprès d'Européens des 27 États membres âgés de 16 à 70 ans.

plusieurs propositions. À 81%, les Européens approuvent l'idée que l'invasion russe de l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité de l'UE (dont 46% « tout à fait »). Ce score a légèrement baissé depuis le printemps 2022, au début de cette invasion (84% alors, 83% à l'été dernier) ; 15% se disent en désaccord. Que cette invasion constitue une menace pour la sécurité de son propre pays est approuvé à une proportion très légèrement moindre et très stable : 76% au début de 2023 comme à l'été 2022, après 77% au printemps. Dans l'enquête d'automne du Parlement, **81% des Européens disent craindre une extension de la guerre en Ukraine à d'autres pays.** Parmi eux, 42% se déclarent même « très inquiets ».

Les personnes interrogées parmi les Vingt-Sept pour la Fondation Bertelsmann en décembre 2022 imputent très largement à la Russie la responsabilité de cette guerre : 66% la mettent en cause, alors que 5% incriminent l'Ukraine, 5% l'OTAN, et 11% les États Unis (13% n'exprimant pas d'opinion). Elles estiment très majoritairement, à 68% contre 32%, que l'attaque de la Russie sur l'Ukraine est une attaque contre l'Europe tout entière et, dans des proportions comparables, qu'en défendant leur liberté et leur prospérité, les Ukrainiens défendent aussi les nôtres. Cette perception rejoint celle relevée dans l'Eurobaromètre de la Commission, selon lequel **78% des Européens se montrent d'accord avec l'idée qu'en se posant contre l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE défend les valeurs européennes.** Ils étaient 81% au printemps 2022 et 79% à l'été.

Les Européens interrogés pour la Fondation Bertelsmann se montrent aussi majoritairement confiantes (à 61% contre 39%), mais pas de manière écrasante, dans le fait que les Ukrainiens gagneront cette guerre. Enfin, à 75%, ces personnes considèrent que c'est aux seuls Ukrainiens, qui ont été attaqués et qui doivent se défendre, qu'il appartiendra de décider quand ils voudront négocier.

#### I DES EFFETS RESENTIS SUR LA VIE QUOTIDIENNE

Sur un autre plan, l'enquête d'automne du Parlement européen montre que les citoyens de l'UE ont bien conscience des implications de cette guerre pour leur vie quotidienne :

pour 33% qui disent avoir confiance que leur vie va pouvoir se poursuivre inchangée, 65% sont au contraire pessimistes à cet égard (4% de plus qu'au printemps 2022).

Et à une très large majorité, ils évoquent les effets négatifs sur leur niveau de vie des événements récents – guerre en Ukraine après la pandémie de Covid-19, inflation résultante : 46% des interviewés les ressentent déjà et, en outre, 39% les redoutent pour les mois à venir. **Tous ou presque (93%, dont 63% de « très inquiets ») craignent de voir augmenter le coût de la vie**, pour ce qui est notamment de l'énergie ou de l'alimentation.

#### I COMMENT LES EUROPÉENS APPRÉCIENT LE SOUTIEN À L'UKRAINE : APPROBATION TOUJOURS TRÈS LARGE MALGRÉ UNE LÉGÈRE ÉROSION

Dans la dernière enquête du Parlement, le taux d'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine après l'invasion russe est de 74%, contre 23%. L'enquête la plus récente de la Commission apporte des précisions, tout en permettant d'apprécier les évolutions depuis le printemps de l'an dernier. Deux propositions sont approuvées à une quasi-unanimité : l'aide humanitaire aux personnes affectées par la guerre l'est à 91% (dont 61% « tout à fait ») et l'accueil dans l'UE de ceux qui la fuient à 88% (dont 55% « tout à fait ») : scores pratiquement inchangés par rapport à l'été 2022, en léger retrait par rapport à la première mesure du printemps.

Le soutien financier de l'UE à l'Ukraine est approuvé par 77% des citoyens (dont 40% « tout à fait »), contre 19% – baisse de 4 points depuis les 81% de l'été 2022 (question non posée dans l'enquête du printemps).

**L'imposition de sanctions économiques au gouvernement, à des entreprises ou à des particuliers russes est considérée positivement** par 74% (dont 42% « tout à fait »), contre 21% : **le soutien à cette mesure reste élevé, quoiqu'ayant fléchi** (80% en avril-mai 2022, 78% à l'été).

L'interdiction de diffusion dans l'UE de médias d'État russes est l'objet de 67% d'accords, contre 21% : légères fluctuations de ces réponses, qui étaient de 64% au printemps 2022 et de 70% à l'été.

Enfin, toujours selon le dernier Eurobaromètre, **la proposition la plus sensible de financement et de livraison d'équipements militaires à l'Ukraine reçoit l'accord de 65% de citoyens de l'UE** (dont 32% « tout à fait »), contre 29% : baisse ici de plusieurs points depuis le printemps (70%, dont 40% « tout à fait ») et l'été 2022 (68%, dont 35% « tout à fait »).

Notons cependant que, selon l'enquête de la Fondation Bertelsmann, **les Européens sont partagés quant à l'efficacité des sanctions économiques et financières** à l'encontre de la Russie pour aider l'Ukraine dans son effort de guerre : 40% les pensent efficaces, 40% inefficaces.

### I LE SOUHAIT TRÈS MAJORITAIRE DE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

La réponse européenne à la guerre en Ukraine donne l'occasion de renforcer la coopération dans l'UE, selon l'avis majoritaire de ses citoyens. Réduire dès que possible la dépendance de l'UE aux sources d'énergie russes est jugé souhaitable, dans la dernière enquête de la Commission, par 84% (dont 53% « tout à fait ») : légère baisse depuis les 87% du printemps 2022 et les 86% de l'été.

Renforcer la coopération en matière de défense au niveau de l'UE : 82% d'approbation (dont 42% « tout à fait »), contre 85% et 84% respectivement dans les deux enquêtes précédentes (à noter un fléchissement de 6 points des réponses « tout à fait »). En même temps, **77% des Européens, contre 16%, se déclarent en faveur d'une politique commune de défense et de sécurité** – cette proportion est stable depuis trois ans et en légère hausse par rapport aux années précédentes.

Mieux coordonner les achats d'équipements militaires des États membres : 80% d'approbation (dont 40% « tout à fait » – score pratiquement inchangé depuis la mesure de l'été.

Renforcer la capacité de production d'équipements militaires de l'UE : 69% d'accords (dont 32% « tout à fait »), contre 22% – 2 points de moins qu'à l'été 2022.

Augmenter les dépenses de défense dans l'UE : 68% y sont favorables (dont 32% « tout à fait »), contre 24% ; ils étaient 73% au printemps et 70% à l'été 2022.

Notons cependant que **la satisfaction de la coopération entre États membres consécutive à la guerre en Ukraine, certes majoritaire, n'est pas unanime** : dans le Parlemètre de l'automne, 58% se disent satisfaits, dont 49% « tout à fait », mais 37% sont d'un avis opposé (dont 9% très insatisfaits).

## II • Convergences et différences d'attitudes parmi les Vingt-Sept

### I DES RÉSERVES NOTABLES DANS PLUSIEURS PAYS AUX ACTIONS EUROPÉENNES ENVERS L'UKRAINE

Dans le Parlemètre de l'automne 2022, le soutien exprimé par les citoyens européens aux actions entreprises par l'UE pour l'Ukraine est de 74%. **Ce soutien est le plus élevé, à plus de 90%, au Danemark, en Suède, en Finlande, aux Pays-Bas ainsi qu'au Portugal**, puis, à plus de 80%, en Pologne, en Lettonie et en Lituanie – le score estonien étant légèrement inférieur – en Irlande, en Espagne et à Malte.

Ce taux est en revanche particulièrement bas dans certains pays : ainsi en Bulgarie (48% d'approbation, contre 44% de désapprobation), en Slovaquie (49% contre 46%), ainsi qu'en Grèce (égalité à 48% entre approbation et désapprobation) et à Chypre (53% contre 42%) ; en outre, bien que clairement majoritaire, il ne dépasse pas 60% en Hongrie, en Autriche et en Roumanie.

Les données détaillées du dernier Eurobaromètre de la Commission n'étant pas encore disponibles au moment de la rédaction de ce document, on peut cependant utilement examiner les résultats de l'Eurobaromètre Standard précédent de l'été 2022, faisant suite à l'enquête réalisée au printemps ; les résultats d'ensemble ayant peu varié, il est vraisemblable que les écarts importants constatés entre États membres sur certains sujets demeurent.

On n'y relève guère de contestations au sein des Vingt-Sept en ce qui concerne les propositions de fourniture d'aide humanitaire ou d'accueil des réfugiés fuyant la guerre (accord globalement à 92% et 90%, et nulle part inférieur à 75%).

Apporter une aide financière à l'Ukraine est une proposition approuvée aussi tout à fait majoritairement dans tous les États membres – à 70% ou plus dans la plupart d'entre eux (pour une moyenne d'ensemble de 81%) – quoique moins vigoureusement notamment en Bulgarie (58%, avec 35% d'opposition), en Slovaquie (64%) et en République tchèque (64%).

L'imposition de sanctions économiques au gouvernement, à des entreprises et des personnalités russes, considérée favorablement par 78% des Européens, ne l'est qu'à de faibles majorités relatives par les Bulgares (46% contre 42%) et les Chypriotes (49% contre 44%) ; et les majorités enregistrées en Slovaquie et en Grèce ne dépassent pas 60%. À l'inverse, les plus en pointe dans l'approbation de telles mesures sont (autour de 90%) les Polonais, les citoyens des trois pays nordiques, avec ceux de l'Irlande, des Pays-Bas et du Portugal.

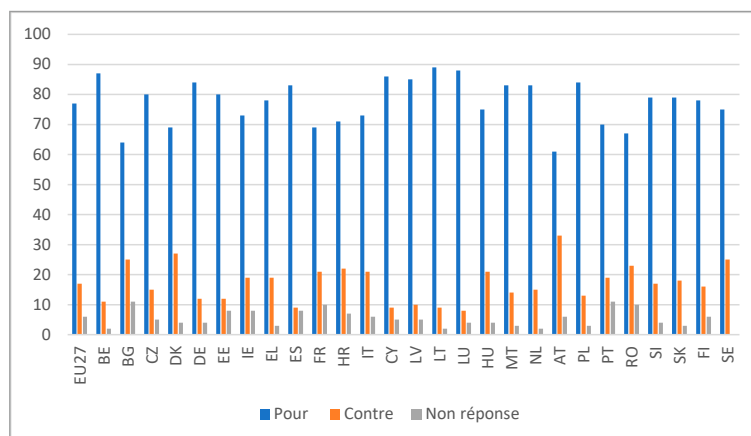
L'interdiction de diffusion dans l'UE de médias d'État russes, que les citoyens de l'UE approuvent en moyenne à 70%, ne recueille l'assentiment que d'une minorité de Bulgares (38% contre 47%) et de Chypriotes (36% contre 56%), alors que les Grecs sont partagés (47% contre 46%) et que de faibles majorités seulement se dessinent en Slovaquie (53% contre 43%) et en Slovénie (50% contre 44%). Y sont le plus favorables au contraire les Polonais (à plus de 90%), avec les Suédois, les Finlandais, les Litvaniens, les Irlandais et les Portugais (à 80% ou plus), etc.

**Proposition la plus clivante, le financement et la livraison d'équipements militaires à l'Ukraine** : si elle est approuvée en moyenne par 68% des citoyens européens, elle est rejetée très nettement en Bulgarie (35% d'accords, 58% de désaccords) et en Grèce (41% d'accords contre 55%), et majoritairement aussi à Chypre (44% d'accords contre 49%) ; en outre le degré d'approbation est particulièrement médiocre en

Slovaquie (50% contre 48%) et en Autriche (50% contre 46%). Quant aux partisans au contraire les plus fermes d'une telle mesure, on y retrouve les Polonais et les citoyens des pays nordiques (tous autour de 90%), suivis des Irlandais, des Néerlandais, des Portugais et des Litvaniens (taux d'accord dépassant 80%).

### MAIS UN LARGE CONSENSUS POUR RENFORCER LA COOPÉRATION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Dans l'Eurobaromètre précité de la Commission, on a vu que 84% des interviewés approuvent l'idée de renforcement de cette coopération – ce pourcentage est supérieur à 70% dans tous les pays de l'Union. **Et celle d'une politique de sécurité et de défense commune** des États membres de l'UE, sur laquelle globalement l'accord est de 77%, **est soutenue partout à plus de 60%**, même dans des pays plutôt tièdes quant à certaines actions de l'UE concernant l'Ukraine : ainsi notamment en Grèce (78%), à Chypre (86%), en Slovaquie (79%), et même en Bulgarie (64%, contre 25%) ; le score le plus faible est celui des Autrichiens (61%, contre 33%), dont la neutralité du pays est sans doute en jeu.



**L'augmentation des dépenses de défense dans l'UE (approuvée globalement à 70%) est aussi l'objet d'un accord majoritaire dans tous les États membres.** Même si cette majorité est plus faible par exemple en Bulgarie (59%, contre 26%), en Slovaquie (60% contre 35%) ou en Slovénie (55% contre 40%), elle y est nette.

Mieux coordonner les achats d'équipements militaires des États membres est approuvé

très nettement partout (le moins, mais à 67% tout de même, en Bulgarie et en Roumanie). Et la proposition que l'UE doive **renforcer ses capacités de production d'équipements militaires (jugée positivement par 71% en moyenne) est approuvée au minimum par 60% des citoyens dans tous les pays européens**, à l'exception de la Slovaquie (56%). L'idée recueille 60% d'approbation en Slovaquie, 61% en Bulgarie, 62% en Autriche.

Sur un autre plan, l'idée que l'UE devrait réduire dès que possible sa dépendance à l'égard des sources énergétiques russes, partagée à 86% au plan européen d'ensemble, l'est à plus de 60% dans tous les pays – le moins, mais très majoritairement quand même, en Bulgarie et en Slovaquie.

Rappelons les divers facteurs pouvant contribuer à expliquer les réserves observées ici ou là à l'égard de l'action de l'UE en Ukraine : attachement à une identité slave et à une culture en partie communes avec la Russie, sentiment de parenté orthodoxe, existence d'intérêts russes importants et influence médiatique de groupes prorusses, mais aussi craintes de contre-mesures de la Russie et des effets économiques de cette guerre dans des pays particulièrement fragiles économiquement aux conditions de vie déjà difficiles pour nombre de personnes. Mais ils n'empêchent pas l'aspiration à voir l'Union européenne renforcer collectivement sa sécurité.

### **III • Une opinion majoritaire favorable à l'UE stabilisée à un niveau élevé**

L'enquête du Parlement réalisée à l'automne 2022 incluait des questions caractéristiques qui permettent classiquement d'apprécier l'état de l'opinion publique relative à la construction européenne. À la question de savoir si **l'appartenance du pays à l'UE est « une bonne chose, une mauvaise chose (ou une chose ni bonne ni mauvaise) », 62% globalement optent pour la première réponse, 10% pour la deuxième. Par rapport au printemps 2022, les avis favorables ont légèrement fléchi (de 3 points) mais ils restent à un niveau historiquement élevé.**

Les jugements les plus positifs sont exprimés au Luxembourg (90%), en Irlande (83%), en Lituanie, à Malte, aux Pays-Bas, au Portugal et dans les trois pays nordiques (75% ou plus). Les moins eurofavorables sont les Autrichiens (42%), les Grecs (43%), les Slovaques (44%), les Roumains (46%), les Italiens (46%), les Bulgares (49%), puis les Tchèques (51%), les Chypriotes (52%), etc. ; mais même dans ces pays les opinions favorables sont entre deux et cinq fois plus nombreuses que les opinions opposées.

**Le pays a-t-il bénéficié de son appartenance à l'UE ? 72% le pensent**, contre 22% – proportion stable depuis la mesure précédente de l'automne 2021, elle aussi à un niveau particulièrement haut.

Les scores les plus élevés sont ceux des interviewés maltais, irlandais, luxembourgeois et lituaniens (au-dessus de 90%), puis portugais, danois, estoniens, polonais, espagnols, croates (80% ou plus), etc. Aucun score n'est inférieur à 60% (60%, contre 27% en Bulgarie, 61% contre 32% en Italie, 63% contre 26% en France, 65% contre 30% en Grèce, 66% contre 30% en Roumanie) – sauf un, en Autriche (55% contre 38%).

Notons que, selon ces indicateurs, **on n'observe pas globalement de dégradation des attitudes à l'égard de l'UE dans les pays où se manifestent le plus des réticences à l'action de l'UE vis-à-vis de l'Ukraine** : pour l'appartenance à l'UE, fléchissement de 4 points en Autriche entre le printemps et l'automne 2022 et d'un point à Chypre, mais amélioration de 3 points en Slovaquie, de 2 points en Bulgarie et en Grèce, d'un point en Hongrie (l'évolution de l'indicateur de bénéfice en un an étant également contrastée).

Cela ne signifie pas que le moral soit au beau fixe dans le contexte anxiogène actuel. Ainsi, **l'optimisme pour le futur de l'Union, toujours majoritaire à 57% contre 39% dans l'ensemble, a perdu 5 points en moins d'un an** – mais la perte n'est pas le fait des pays « réticents » précédemment cités. Elle est la plus forte, entre 8 et 12 points, en Pologne, au Portugal, en France, en Belgique et en Espagne.

### ENCADRÉ 1. L'opinion française légèrement sous la moyenne européenne en général

Comment se situent les Français sur ce sujet ? Un peu en retrait de la moyenne européenne sur la plupart des questions posées par les institutions communautaires, ils ne s'en distinguent pas substantiellement toutefois. Ils considèrent un peu moins mais très majoritairement quand même que l'invasion de l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité de l'UE ou pour celle de la France, de même qu'ils craignent légèrement moins une extension à d'autres pays. Pour ce qui est de l'impact qu'aura ce conflit pour leur propre vie, ils ne s'en différencient guère non plus – bien qu'ils disent davantage ressentir déjà les effets des diverses crises récentes pour leur niveau de vie.

Leur degré d'approbation du soutien de l'UE à l'Ukraine mesuré à la fin de 2022 (78%) est de quelques points supérieur à la moyenne. Cependant, dans l'enquête de l'été de la Commission, ils étaient quelque peu en retrait sur l'imposition de sanctions économiques, le blocage de médias d'État russes, l'aide financière ou la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine – tout en restant très majoritairement partisans de telles mesures, comme à la réduction de la dépendance énergétique européenne vis-à-vis de la Russie.

Les Français se montrent de même clairement favorables, mais légèrement moins que la moyenne de l'UE, à une politique de sécurité et de défense commune (69%, à comparer à 78%), au renforcement de la coopération en matière de défense (79% contre 84%), à l'augmentation des dépenses de défense dans l'UE (65% contre 70%), à une meilleure coordination européenne des achats d'équipements militaires (76% contre 80%) ou au renforcement des capacités de production de tels équipements dans l'UE (69% contre 71%). Notons qu'ils sont proches de la moyenne aussi dans leurs réponses aux questions posées par la Fondation Bertelsmann.

Quant aux jugements généraux portés sur l'appartenance à l'UE, ils montrent toujours **une France plus tièdement favorable que la plupart des États membres**. L'adhésion à l'Union y est considérée comme « une bonne chose », dans la dernière enquête du Parlement, par 56% des citoyens, contre 13% (une chose ni bonne, ni mauvaise pour 29%), six points en dessous de la moyenne. Seuls neuf autres pays présentent des scores plus faibles (en allant vers le moins favorable : Croatie, Chypre, République tchèque, Bulgarie, Italie, Roumanie, Slovaquie, Grèce et Autriche). Enfin 63% des Français, contre 26% d'opinion contraire, estiment que le pays a bénéficié de son appartenance – seuls les Italiens, les Bulgares et les Autrichiens ont une appréciation moins favorable.

## • Conclusion

**Le soutien à l'action de l'Union européenne à l'égard de l'Ukraine demeure fort, malgré une légère érosion** entre le printemps dernier et la fin de 2022 et le début de 2023, face à une menace russe dont les citoyens perçoivent bien dans leur grande majorité qu'elle concerne, au-delà de l'Ukraine, l'Europe dans son ensemble : érosion explicable sans doute par les effets négatifs ressentis sur le niveau de vie et par un début de lassitude, plutôt que par une évolution des opinions concernant les acteurs du conflit.

**Des réserves notables, déjà observées dans notre décryptage de juillet 2022, se font jour dans plusieurs États membres**

**sur les aspects les plus sensibles de l'action européenne**, les causes en paraissant variées : sentiments de proximité identitaire avec la nation russe sinon avec ses dirigeants actuels, poids et influence médiatique d'intérêts russes, mais aussi effets des restrictions et craintes de contre-mesures russes dans une vie quotidienne déjà tendue notamment dans des pays particulièrement fragiles économiquement ou particulièrement dépendants ; ces pays incluent au premier chef la Bulgarie, la Slovaquie, la Grèce et Chypre ainsi que l'Autriche.

Ces réserves ne paraissent toutefois pas affecter – même dans ces pays – les attitudes générales à l'égard de l'UE. **L'approbation de l'appartenance et le bénéfice reconnu de**

**cette appartenance n'ont guère varié. Ils restent globalement à des niveaux élevés, même si les inquiétudes augmentent quelque peu pour le futur de l'Union.**

**Et de fortes attentes s'expriment pour un renforcement des capacités de défense de l'UE et de la coopération de ses États membres dans ce domaine : d'intensité inégales, elles sont partout majoritaires : il y a là sans doute une opportunité politique à saisir.**

Directeur de la publication : Sébastien Maillard •  
La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source •  
Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Édition : Anne-Julia Manaranche • © Institut Jacques Delors

#### **Institut Jacques Delors**

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken  
18 rue de Londres 75009 Paris, France • [www.delorsinstitute.eu](http://www.delorsinstitute.eu)  
T +33 (0)1 44 58 97 97 • [info@delorsinstitute.eu](mailto:info@delorsinstitute.eu)



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101051576 – IJD 2022.